

E/1974.04.26 — «M. André Malraux : transformer l'éducation nationale grâce à la télévision et aux ordinateurs», extrait d'un entretien accordé à RTL le 24 avril 1974, à l'occasion de la campagne pour l'élection du président de la République¹, *Le Monde* [Paris], n° 9107, 26 avril 1974, p. 2.

André Malraux

Transformer l'éducation nationale grâce à la télévision et aux ordinateurs

M. André Malraux, ancien ministre du général de Gaulle, qui a quitté le gouvernement en juin 1969 après l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République et qui était resté, depuis, à l'écart de la politique, s'est engagé ouvertement mercredi 24 avril pour M. Chaban-Delmas. Il l'a fait au cours d'une interview diffusée par Radio-Luxembourg et, pratiquement dans les mêmes termes, lors de l'émission télévisée de la campagne électorale en compagnie du candidat, qui lui a laissé presque tout son temps de parole. M. Malraux a précisé qu'il ne serait candidat à rien, ni ministre, ni député. Il a déclaré :

«Je tiens le problème de la jeunesse pour le plus important de notre temps [...].

Il y a un certain nombre de solutions; il y a, en réalité, un système de solutions car elles se conjuguent.

Il s'agit de commencer, dès le début de l'école et d'aller jusqu'à l'enseignement supérieur par un mélange d'utilisation de la télévision et des ordinateurs. Il s'agit, n'est-ce pas, qu'il n'y ait plus une classe qui soit autre chose qu'une classe dans laquelle il y a

¹ Malraux intervient ici en faveur de M. Jacques Chaban-Delmas. — «Et puis, il y a eu l'émission de télévision catastrophique — ce média ne m'aimait guère, décidément — avec André Malraux, où l'on a vu et entendu cet écrivain de génie, ce combattant, ce compagnon des grandes heures du gaullisme et de De Gaulle, cet ami fidèle, tenir sur l'éducation télévisée des propos étrangement décalés. Mais ce n'était qu'une péripétie.», écrit Jacques Chaban-Delmas (1997).

un récepteur. Cela ne veut pas dire qu'on va tuer tous les livres, la fameuse théorie de la fin de la civilisation de l'imprimerie ne me semble pas là. Cela veut dire que les livres deviendront des instruments de travail subordonnés et que l'élément décisif est l'élément audio-visuel.

Je le répète, je ne veux pas développer.

Or, Jacques Chaban-Delmas a pris position pour faire transformer l'éducation nationale s'il venait au pouvoir. J'y attache, moi, la plus haute importance parce que j'estime que lorsqu'une situation est celle-là et que les solutions sont techniques, inévitablement si ce n'est pas nous qui le faisons, quelqu'un d'autre le fera dans les cinq ans et après tout le monde le fera et nous le ferons à la queue de quelque chose au lieu d'avoir retrouvé, ce qui n'est pas rien non plus, le rôle précurseur de la France.

Vous pourrez me dire, pourquoi ne pas le faire avec quelqu'un d'autre. Je ne le ferai pas avec M. Mitterrand parce que je ne crois pas que quelqu'un qui est allié aux communistes fasse, tente, car il y faudra tout de même de l'acharnement, quelque chose d'aussi important alors que les pays de l'Est, ou n'ont pas connu, ce qui m'étonnerait beaucoup, ce problème ou n'ont pas accepté la solution. Ce n'est pas avec le parti communiste qu'on fera cette réforme.

Quant à Valéry Giscard d'Estaing, je considère qu'une réforme comme cela est, d'une façon si criante, une réforme d'appel populaire, que ce ne sont pas les indépendants qui la feront. Je ne dis pas qu'ils n'en diront pas du bien et qu'ils ne la prendront pas à leur compte mais, en France, ce ne sont pas les monarchistes – je ne veux pas attaquer Giscard d'Estaing sur les monarchistes – ce ne sont pas les monarchistes qui ont fait ce qu'a fait Jules Ferry. Or ce qu'a fait Jules Ferry, attention ! il y a la France avant et après. Car enfin, à quoi aurait servi l'enseignement de l'imprimerie si on avait continué à ne pas savoir lire ? Alors je me résume : j'attache la plus grande importance à une réforme, à mes yeux d'importance mondiale, et, parmi les candidats, il y en a un qui, d'une part, la revendique – et comme j'ai combattu avec lui il y a trente ans, je le connais, j'ai confiance en lui dans un domaine comme celui-là qui n'est pas du tout celui d'une prise de position de parti, vous comprenez. J'ai confiance dans son énergie et dans sa loyauté; je pense que s'il était président de la République, en

effet, il changerait ou je changerais ces choses. (...) Ma position est absolument déterminée par une donnée qui n'est nullement : "Que pensez-vous du centre... ou de la majorité par rapport aux indépendants ou au rôle du centre par rapport à l'U.D.R. ?" Ce genre de problème n'a pas du tout du tout été déterminant pour moi. »